

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 309 – VENDREDI 6 JANVIER 2017

PÂQUERETTE VALLSIENNE

Saluds de frondeurs
qui ont imposé le 49-3 à Valls.
Sans parler de la CGT
qui a imposé la loi travail, l'état d'urgence, etc.

AGENDA MILITANT

→ 9 janvier

Dax-Toulouse [Procès de l'évasion fiscale](#)
Paris ["Punir, une passion contemporaine"](#)
Sète [Liquidation](#)

→ 11 janvier

Amiens [Pour une Goodyear des luttes
et des conquêtes](#)

→ 12-27 janvier

Toulouse [Festival international du film
des droits de l'Homme](#)

→ 13 janvier

Grande Synthe [Travailler moins pour gagner
plus, ou l'impensé inouï du salaire](#)

→ 18 janvier

Montluçon [La fonction publique, un outil au
service de la mise en commun](#)

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

→ Travail Salarial

[Contre la loi travail et son monde, Argent,
précarité et mouvements sociaux.](#)

Davide Gallo Lasserre

Sacrés programmes et vastes ambitions

L'année 2017 a bien commencé. Donald Trump a nommé le milliardaire Carl Icahn conseiller spécial pour préparer la destruction des timides régulations de l'économie américaine. Kim Jong-un a annoncé que la Corée du Nord serait désormais une puissance nucléaire. Recep Tayyip Erdoğan a promis aux Kurdes une nouvelle année de sang et de larmes. Bachar Al Assad a sablé le champagne sur les ruines de la Syrie, fort de ses "succès militaires". Et certains s'extasient devant les brillantes initiatives internationales de Vladimir Poutine, qui permet à la Russie de retrouver sa place parmi les grandes puissances qui comptent, tandis que l'ONU est dans les choux.

Pendant ce temps, la politique française va... comme elle va. François Hollande s'attache à entrer dans l'Histoire, voguant vers ses oubliettes. Marine Le Pen surfe sur le rejet du monde politique et sur la peur de l'autre, malgré sa panne d'idées neuves. François Fillon patine, à la recherche d'un nouvel équilibre pour sa révolution conservatrice, histoire de ne pas se faire manger la laine sur le dos par Emmanuel Macron, qui lui-même surplombe... le vide révolutionnaire de ses idées. Manuel Valls, le révolté du 49.3, prépare 2022, en passant par la case défaite en 2017. Ils ont tous de sacrés programmes et de belles ambitions radicales !

Tous taisent que la crise démocratique que nous connaissons prend sa source dans les choix économiques et sécuritaires désastreux, dont ils sont co-responsables ou qu'ils entendent amplifier. Aucun n'a d'ambition écologique, d'intérêt pour l'avenir des services publics, pour les quartiers populaires ni pour le monde rural. Tous ignorent les aspirations à plus d'égalité et de fraternité. Tous traitent par le mépris, parce qu'ils la craignent, la campagne autour de la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Surtout, tous redoutent un réveil des mobilisations, dépassant cette fois la seule résistance aux coups de boutoirs libéraux, sans lequel aucune alternative politique ne verra le jour. Bonne année 2017 !

● Gilles Alfonsi



La nation arc-en-ciel dans la tourmente

La domination de l'alliance entre l'ANC, la COSATU et le Parti communiste sur la vie politique sud-africaine est en crise. Si l'apartheid a été balayé, l'horizon d'une société égalitaire est contrarié par le règne du néolibéralisme.

L'Afrique du Sud, après avoir suscité un enthousiasme à la hauteur de sa victoire contre le régime d'*apartheid*, avec un hommage à la limite de l'adoration pour Nelson Mandela, semble aujourd'hui oubliée, sauf pour signaler les frasques de son actuel président. C'est omettre que colonialisme et régime d'*apartheid*, plus de 350 ans d'une histoire de violence et de mépris, ne s'effacent pas d'un revers de main, ni même par un bulletin de vote. Inégalités, racisme, sexisme sont encore bien là, en dépit des progrès réalisés. Il y a encore beaucoup de montagnes à franchir au pays de Mandela et l'*African national congress* (ANC) ne semble plus à la hauteur des défis à relever.

Des inégalités abyssales

L'héritage le plus lourd est celui des inégalités sociales. Promettre "une vie meilleure pour tous" était un slogan juste et qui donnait de l'espoir à la majorité de la population noire, c'est-à-dire à l'immense majorité de la population sud-africaine, puisque par noire il faut

comprendre non-blanche. Au temps du régime d'*apartheid*, la couleur de la peau déterminait votre vie dès la naissance : né blanc vous aviez tous les droits, né noir ou coloré vous n'en aviez aucun. Les

L'héritage le plus lourd de l'apartheid est celui des inégalités sociales. Entre la pauvreté du plus grand nombre et de la nouvelle bourgeoisie noire.

lignes de partage raciales de l'*apartheid* tranchaient dans le vif.

Aujourd'hui, sur une population de 55,9 millions d'habitants, 29,7 millions vivent sous le seuil de pauvreté, soit 51 % de la population qui vit avec moins de 1 036 rands (72 euros) par mois. 17 millions d'habitants reçoivent une aide sociale pour leur éviter de mourir de faim.

Le chômage est officiellement de 27 %, mais beaucoup plus proche des 40 % surtout pour les jeunes et les femmes. Parmi ceux qui ont un emploi, 6,7 millions de Sud-Africains gagnent moins de 4 000 rands par mois et 4,6 millions moins de 2 500 rands, en particulier les domestiques et les ouvriers agricoles. On peut comprendre que la question d'un revenu minimum national fasse débat.

Le 20 novembre, un rapport diligenté par le Nedlac¹ a fait la proposition, présentée par le vice-ministre Cyril Ramaphosa, de porter le salaire minimal national (NMW) à 3 500 rands par mois (234 euros), sur la base d'un horaire de 40 heures par semaine. Censé être un outil pour lut-

1. Nedlac, *National Economic Development and Labour Council*, une institution qui regroupe le gouvernement, les syndicats, le patronat et les représentants de la société civile, mise en place après 1994. Voir ici : <http://new.nedlac.org.za/wp-content/uploads/2016/11/NMW-Report-Draft-CoP-FINAL.pdf>



●●● ter contre la pauvreté, l'annonce en a laissé plus d'un sceptique quand on estime qu'il faut 2 500 rands pour parer aux besoins les plus élémentaires d'une famille de quatre personnes. La centrale syndicale COSATU et le Parti communiste sud-africain (SACP), partenaires historiques de la triple alliance avec l'ANC, ont émis des réserves en soulignant que ce NMW ne résoudra pas le problème des énormes inégalités entre les revenus, et le COSATU a monté la barre à 4 500 rands comme

base de négociations. Les perspectives de croissance, revues régulièrement à la baisse, pas plus de 0,5 % en 2016 et un possible 1,7 % pour 2017, laissent peu d'espoir de voir des créations massives d'emplois venir enfin offrir une perspective à la jeunesse désœuvrée et à ceux qui ont abandonné tout espoir d'avoir un jour un emploi, soit 9 millions de personnes.

Cette pauvreté massive est d'autant plus insupportable que les nouveaux riches

étaient leurs acquisitions : autos, bijoux, vêtements, résidences, matériel *high tech*, le tout haut de gamme et le plus clinquant possible. Mais qui sont ces nouveaux riches ? Qui compose cette nouvelle classe moyenne noire qui a le plus tiré profit de l'avènement de la démocratie dans le pays ? Un bref retour en arrière sur l'histoire de l'ANC et de la lutte de libération permet de mieux cerner les enjeux aujourd'hui pour l'avenir de l'ANC et de ses dirigeants.

Un peu d'histoire...

Historiquement, le Congrès national africain a été créé par des notables : enseignants, journalistes, hommes d'Église, chefs traditionnels, tous formés dans les écoles des missions. L'existence d'une classe ouvrière importante dans les mines et l'industrie a donné naissance au Parti communiste sud-africain dès 1921 et à des syndicats, ces formations s'attachant à former des cadres et dirigeants noirs car elles avaient vite compris que classe et race étaient les deux piliers de l'exploitation capitaliste sud-africaine. La répression la plus sanglante n'a pas réussi à faire taire ces voix qui unissaient la lutte de la classe ouvrière à la lutte de libération nationale. Peu à peu, le mouvement de libération nationale deviendra un vaste mouvement de masse qui réunira classe ouvrière, petite élite non blanche, Églises et associations, unis dans un vaste front démocratique (le Front démocratique uni, UDF, créé en 1983) pour mettre fin au régime d'*apartheid*. Ce mouvement jouera un rôle décisif jusqu'à la libération de Nelson Mandela et à la légalisation de tous les partis et associations interdits (plus de trente !) en février 1990. ●●●

Une reconversion réussie...

Cyril Ramphosa a été secrétaire général du syndicat des mineurs NUM dès sa création, en décembre 1982. C'est sous sa direction que le syndicat a mené une grève très dure de 21 jours en 1987 pour obtenir, entre autres demandes, une pension de retraite pour les mineurs noirs. Il justifiait la création du syndicat ainsi : « *Nous avons formé le NUM pour qu'il soit le bouclier et la lance des travailleurs... Le patronat fleurit sur le tribalisme, qu'il encourage, en divisant les travailleurs.* ». Il a joué un rôle très actif dans les négociations de la CODESA, la Convention pour une Afrique du Sud démocratique, qui ont pris fin avec les premières élections démocratiques du pays en avril 1994.

Présenté comme le dauphin de Nelson Mandela, il a été écarté de la succession au profit de Thabo Mbeki. Il a choisi, alors, de quitter le monde de la politique pour celui des affaires avec grand succès : il est aujourd'hui à la tête d'une des plus grandes fortunes du pays. Il revient en politique en décembre 2012, année où il est élu vice-président de l'ANC à la conférence nationale de Mangaung. Il devient ensuite vice-président de la République, le 25 mai 2014. Actionnaire de la compagnie minière Lonmin, son rôle dans la tragédie de Marikana n'est pas clair et la Commission Farlam n'a pas pu, ou n'a pas voulu élucider, le sens d'un e-mail compromettant.

En course pour la présidence, favori de nombreux syndicats, il vient d'accepter « *humblement* » de se mettre au service de la nation.

● J. D.



●●● Cette participation de la petite élite noire à la lutte de libération fait dire à Roger Southall², un sociologue, que l'ANC est en partie responsable de la création de cette bourgeoisie noire et qu'il a contribué à son développement avec la mise en place de la politique du *Black Economic Empowerment (BEE)*, la discrimination positive, dont l'ambition était de rectifier l'injustice historique faite à la majorité noire de la population.

Redonner le pouvoir économique à ceux qui en ont été privés à cause de la couleur de leur peau relevait d'une "mission historique" et s'appuyait sur la Charte de la liberté, adoptée en juin 1955 par le Congrès du peuple. Mais l'ANC au pouvoir étant devenu un parti-État, il est aussi devenu le grand pourvoyeur d'emplois et de redistribution des richesses. La loi dite *Equity Employment Act* de 1998, qui impose au patronat des quotas de salariés noirs, est beaucoup plus appliquée dans le secteur public que le secteur privé. En 2013 - 2014, on trouvait dans les entreprises publiques 33,4 % de cadres noirs hommes et 24% de cadres blancs hommes, alors que dans les entreprises privées les pourcentages de cadres noirs masculins étaient de 8,8 % contre 58,6 % de cadres blancs hommes³. L'État est donc devenu un employeur privilégié pour les jeunes noirs diplômés qui veulent profiter du BEE. Par ailleurs, les privatisations et la cooptation des partenaires noirs dans les conseils d'administration des entreprises, par exemple les industries minières, a pour

but de "déracialiser le capital". De fait, pour Roger Southall, « *le BEE est le résultat de deux forces complémentaires : la volonté du grand capital de faire alliance avec l'ANC et la détermination de l'ANC d'après 1994 de transformer une économie capitaliste racialisée* ». D'où l'émergence de capitalistes noirs à la richesse impressionnante issus des rangs de l'ANC, Cyril Ramaphosa (lire l'encadré p. 3) et Tokyo Sexwale en étant les deux exemples les plus connus.

La Commission Farlam chargée de faire la vérité sur la tragédie de Marikana (34 morts et 78 blessés graves) a nommé les responsables... à l'exception du pouvoir politique. L'espoir est mort à Marikana.

La tragédie de Marikana

Capitalisme noir ou capitalisme blanc, cela ne change pas la nature du capitalisme, dont le credo est toujours le profit. Les mineurs des mines de platine de Marikana⁴ en ont fait la cruelle expérience quand leur grève "illégal" pour demander un salaire pour vivre, eux et leurs familles, a pris fin sous le feu des tirs de la police, faisant 34 morts et 78 blessés graves. Ce 16 août 2012, l'Afrique

du Sud a cru revenir au cauchemar du temps de l'*apartheid*. Cette tragédie n'était pourtant que le reflet d'une société profondément divisée entre riches et pauvres. Le PDG d'une compagnie minière gagne 199 fois plus qu'un foreur, le mineur qui perce la roche dans une chaleur étouffante au risque de sa vie. En revendiquant un salaire de 12 500 rands par mois, ces mineurs ne demandaient rien d'autre qu'un revenu qui leur permette de se loger, de manger et d'envoyer leurs enfants à l'école. Le travail migrant sur lequel repose l'accumulation des profits des compagnies minières reste toujours en place, à part quelques aménagements.⁵ Ainsi, ces mineurs sont toujours des travailleurs venus des zones rurales ou des pays voisins, Swaziland, Mozambique, Botswana ou Lesotho.

La Commission Farlam, chargée de faire la vérité sur ce drame, a nommé les responsables... à l'exception du pouvoir politique. Mais qui a donné l'ordre de tirer sur les mineurs ? La cheffe de la police a été limogée pour calmer le jeu, mais le compte n'y est pas. Les veuves, les orphelins attendent toujours des indemnités. Les familles de mineurs continuent à vivre dans des baraques immondes et les enfants de mineurs descendront un jour dans la mine comme leurs pères, leurs frères, comme tous les hommes le font depuis plus d'un siècle. L'espoir est mort à Marikana.

Le temps de la débâcle ?

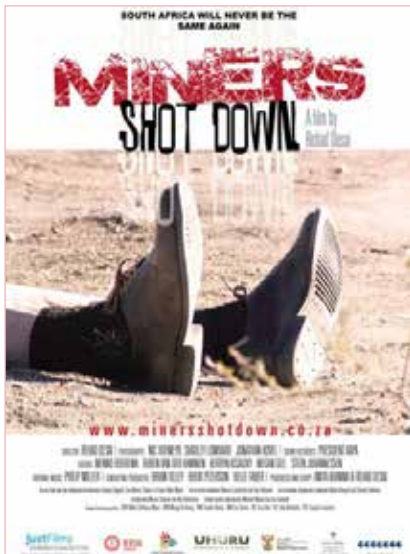
Cet espoir mort ou moribond est l'une des raisons, quatre ans plus tard, le 3 août 2016, de la débâcle ●●●

2. *The New Black Middle Class in South Africa*, Roger Southall, James Currey, London, 2016.

3. *Commission for Employment Equity*, Report 2013-2014.

4. *Les voix des Veuves de Marikana*, traduction et préface de Jacqueline Derens, aux Éditions Clara Magazine.

5. <http://renapas.rezo.net/spip.php?article488>.



●●● électorale de l'ANC. Ces élections locales ont pris valeur de test national annonçant la possibilité d'une défaite majeure pour les élections nationale de 2019. Le parti a perdu près de 8 points, ne recueillant que 54 % des suffrages, contre 62 % en 2014. Il a perdu les grandes métropoles économiques et politiques du pays : Tshwane, (Pretoria), le siège du gouvernement, Johannesburg, la capitale financière, l'agglomération de Port-Elizabeth (Nelson Mandela Bay), capitale industrielle. La ville du Cap, la ville-mère, capitale du tourisme, était, elle,

déjà dirigée par l'Alliance démocratique qui dirige aussi la province du Cap occidental. Les partis d'opposition, Alliance démocratique(DA) et Parti des Combattants de la liberté économique, le parti aux salopettes rouges du turbulent Julius Malema, ancien dirigeant de la Ligue de la jeunesse de l'ANC, marquent des points à chaque élection. Mais l'alliance entre un parti toujours étiqueté comme le parti des Blancs libéraux, même avec un dirigeant noir, et un parti qui fait de la surenchère révolutionnaire ressemble fort au mariage de la carpe et du lapin.

La perte de crédibilité de l'ANC vient plus de ses propres rangs rongés par les querelles de factions, les querelles personnelles et la cupidité de ses dirigeants, les "chats gras", qui veillent à leur enrichissement personnel, plus qu'au bien du pays. Les affaires de corruption ne touchent pas que le Président Zuma : la corruption est devenu l'ennemi public n°1 du pays. Ainsi, le "Zuptagate", s'il a pour principal protagoniste le Président Zuma et la famille Gupta, touche un nombre impressionnant de ministres et de responsables d'entreprises publiques. Intitulé *State of Capture*, le rapport de la médiatrice de la République, rendu public le 2 novembre 2016, est un véritable baril de poudre. L'écheveau des liens entre l'État et le monde des affaires est minutieusement démêlé au fil de ses 355 pages. Le scandale de la main mise de la famille Gupta sur le gouvernement a émergé avec la valse des ministres des Finances en décembre 2015 : trois ministres en quatre jours ! Limogeage de Nkhlanhla Nene, nomination de David Des Van Rooyen, révocation de ce dernier et retour de Pravin Gordhan, l'ancien ministre des Finances, écarté au cours d'un précédent remaniement ministériel.

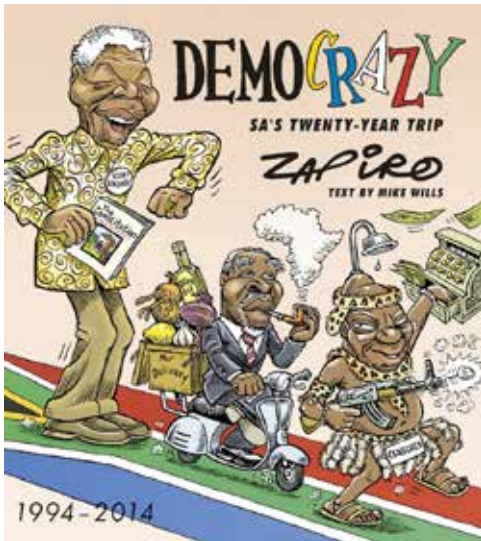
Nene et Gordhan avaient la fâcheuse manie de s'opposer aux amis du Président qui se trouvaient à la tête d'entreprises publiques ou de ministères cruciaux pour l'économie du pays, comme le ministère des Mines, dont le portefeuille est détenu par un ami proche de la famille Gupta. Pravin Gordhan, qui avait dit tout net que le pays n'avait pas les moyens de financer un pharaonique projet de marché pour l'achat de centrales nucléaires - pas moins ●●●

Dans la famille Gupta , je demande Ajay

Originaire de l'Uttar Pradesh, région du Nord de l'Inde, où s'entremêlent parfois politique, crime organisé et organisation sociale en castes au bénéfice de ceux qui ont beaucoup d'ambition et peu de morale, Ajay Gupta a appliqué ces méthodes avec persévérance dans son pays d'accueil, l'Afrique du Sud, où il débarque en 1993 pour ouvrir un magasin de chaussures. Avec ses frères, il réussit à se lier d'amitié avec les proches du pouvoir, jusqu'au Président Jacob Zuma. Atul arrive au septième rang sur la liste des dix plus grosses fortunes d'Afrique du Sud que vient de publier le *Sunday Times*.

Achat de mines, de journaux, d'entreprises, le vertige de l'argent et du pouvoir n'a plus connu de limites et la famille Gupta a réussi le casse du siècle : la main mise sur l'État sud-africain. Ne mettant jamais en doute le pouvoir de séduction de l'argent, les frères Gupta convoquaient dans leur somptueuse résidence, avec l'accord du Président, ceux qui devaient faciliter leur enrichissement et ils leur offraient des postes de ministres contre une enveloppe bien garnie. Ils avaient un faible pour les entreprises publiques, qui pouvaient leur rapporter gros. Mais cette ascension vertigineuse est sérieusement compromise par le rapport de Thuli Madonsela, la médiatrice de la République, qui demande une commission d'enquête sur les liens entre la famille Gupta et l'État. Prévoyant et sentant le mauvais vent venir, les frères Gupta ont mis une grosse partie de leurs avoirs dans les pays du Golfe.

● J. D.



●●● de sept ou huit ! - , a pour le moment réussi à ce qu'un projet énergétique plus sensé voit le jour avec un mix énergétique qui donne une part importante aux énergies renouvelables, vent et soleil dont l'Afrique du Sud bénéficie abondamment.

Après cette incroyable histoire, les langues se sont déliées. Le vice-ministre des Finances a révélé qu'Ajay Gupta lui avait offert une coquette somme d'argent en liquide, s'il acceptait le poste de ministre, et une députée de l'ANC a raconté comment les Guptas lui avaient proposé le poste de ministre des Entreprises publiques. Toutes les tractations se faisaient à la résidence des Guptas et l'enjeu était pour cette famille de rafler pour leurs multiples entreprises de juteux marchés avec Eskom, la compagnie nationale d'électricité, SAA, la compagnie nationale de transports aériens et bien d'autres...

Si l'on ajoute au Zuptagate tous les précédents scandales qui ont éclaboussé le Président, les pots de vin pour l'achat de matériel militaire à la fin des années 1990, le scandale du viol d'une jeune femme, 783 accusations diverses et variées, et le scandale de la rénovation de la résidence de Nkandla, on comprend que l'opinion publique soit exaspérée par ce président par qui le scandale arrive. Plus largement dans les rangs même de l'ANC et de ses alliés, COSATU et SACP, de plus en plus de voix s'élèvent pour un retour aux fondamentaux de la lutte révolutionnaire de libération : dévouement et intégrité au service du pays pour le bien commun.

Des recompositions à venir ?

Le COSATU est plus que jamais divisé depuis le départ du Numsa, le syndicat des métallurgistes, qui comptait 350 000 adhérents en 2013 et qui a refusé de faire campagne pour l'ANC en 2014. Le Numsa rejette en bloc la politique économique menée par le gouvernement et son secrétaire général, Irvin Jim, accuse l'ANC de rejeter toute politique

La perte de crédibilité de l'ANC vient de ses propres rangs rongés par les querelles de factions, les querelles personnelles et la cupidité de ses dirigeants, les "chats gras", qui veillent à leur enrichissement personnel plus qu'au bien du pays.

qui transformerait radicalement l'économie du pays au profit de la majorité de la population, au lieu de rester aux mains d'une poignée de capitalistes blancs et noirs. Ce départ, suivi de l'exclusion du secrétaire général du COSATU Zwelizima Vavi en avril 2015, puis du départ de celui de sept autres syndicats, a sérieusement affaibli la base ouvrière de l'ANC. Depuis, ces exclus essaient avec d'autres forces progressistes de construire un parti à la gauche de l'ANC,

pour le moment sans grand succès. Ainsi, toujours annoncé, ce parti qui veut être le porte-voix de la classe ouvrière et des pauvres reste l'Arlésienne sud-africaine pour le moment.

Le SACP ne se contente plus de mise en garde sur la dérive néo-libérale du gouvernement, mais il menace de faire bande à part aux prochaines élections. La mort de Fidel Castro et les hommages qui lui ont été rendus ont été l'occasion pour les représentants du Parti communiste de dire tout le mal qu'ils pensent de Jacob Zuma et de son gouvernement. Pour Solly Mapaila, vice secrétaire général « *notre révolution doit se libérer de l'emprise du patronat, les Guptas, les Ruperts et tous les autres. Défendre cette révolution, c'est nous battre ensemble contre cette main mise du monde des affaires sur l'État* ». Jeremy Cronin, autre vice secrétaire, a lui relevé trois points essentiels que les dirigeants de l'Afrique du Sud ont oublié. Premier point : le pouvoir populaire pour défendre la révolution : « *Après 1994, nous avons eu tendance à démobiliser les forces populaires (sauf pendant les élections) et nous avons choisi de devenir un État qui distribue des aides.* » Second point : des dirigeants exemplaires, qui assumaient leurs erreurs à titre personnel sans les attribuer à un collectif. Enfin, mettre en avant un faux-complot impérialiste, comme le font régulièrement Jacob Zuma et ses amis au lieu d'assumer leurs responsabilités et leurs échecs.

Le mécontentement grandit au sein même de l'ANC. Ainsi, trois ministres l'ont fait savoir lors du dernier Conseil national exécutif (NEC) de l'organisation, à la mi-novembre. Ce conseil ●●●

●●● tumultueux a d'ailleurs du être prolongé d'une journée pour arriver à prendre une décision concernant l'avenir du Président Zuma. La colère grondait depuis longtemps parmi les 80 membres du *NEC*, mais le fameux rapport *State of Capture* a été la paille qui a cassé le dos du chameau. Derek Hanekom, ministre du Tourisme, a mené la charge, soutenu par le ministre de la Santé et le ministre des Travaux publics. Précédemment, le chef du groupe parlementaire de l'*ANC*, Jackson Mthembu, avait déjà exprimé ses sentiments à l'annonce des résultats des dernières élections, dans un tonitruant « *Nous avons tout foiré. Nous devons tous démissionner* », le "nous" désignant toute la direction de l'*ANC*. Mais il n'y avait pas eu alors de vote à bulletin secret et le Président Teflon Zuma avait une fois de plus traversé indemne les eaux tumultueuses de la vie politique.

Batailles de clans ou rupture avec le néolibéralisme ?

Le Président Zuma ira donc, à moins d'un événement imprévisible, jusqu'à la fin de son mandat de président de l'*ANC* jusqu'en décembre 2017, quand se tiendra la conférence nationale qui élira une nouvelle direction. Mais déjà se pose la question de sa succession : qui pourrait être à la hauteur pour que l'*ANC* l'emporte aux prochaines élections de 2019 ? Deux noms reviennent souvent : Nkosazana Dlamini-Zuma, l'ancienne femme de Jacob Zuma soutenue par les amis de son ex-mari, ou bien Cyril Ramaphosa, l'actuel vice-Président.

Les clans sont déjà formés. D'un côté, ceux que l'on nomme *The Premier Ligue*, qui regroupent des responsables

de trois provinces, la Ligue de la jeunesse de l'*ANC*, la Ligue des Femmes de l'*ANC*, qui soutiennent Dlamini-Zuma. De l'autre, plusieurs syndicats du *COSATU*, qui soutiennent la candidature de Cyril Ramaphosa. Il faut aussi compter avec tous les autres, qui ne se sont pas encore prononcés, mais qui sortiront du bois au moment opportun. Une étape permettra peut être d'y voir plus clair, en juin prochain, avec la tenue de la conférence d'orientation politique

Dans les rangs même de l'ANC et de ses alliés, de plus en plus de voix s'élèvent pour un retour aux fondamentaux de la lutte révolutionnaire de libération : dévouement et intégrité au service du pays pour le bien commun.

préparatoire à la conférence nationale de décembre. Une discussion de fond sur l'avenir de l'*ANC* a été demandée par ses vétérans et anciens dirigeants. Dans un mémorandum remis au Président, intitulé *For the Sake of our Future*, ils exigent la tenue d'une conférence consultative indépendante de la Conférence d'orientation politique. Parmi les 100 signataires du mémorandum, on trouve les noms des survivants du procès de Rivonia, Denis Goldberg, Ahmed Kathrada et Andrew Mlangeni,

d'anciens ministres comme Barbara Hogan, Trevor Manuel, Cheryl Carolus, de diplomates comme Barbara Masekela, ancienne ambassadrice en France, de Wally Serote, écrivain.

La succession de Jacob Zuma n'est bien sûr pas qu'une question de personne. Il s'agit pour l'*ANC* de rompre avec une politique néolibérale qui laisse la moitié de la population du pays croupir dans la pauvreté la plus sordide et qui ne satisfait plus les couches moyennes. La nation arc-en-ciel est sous l'orage et il n'est pas sûr que le ciel de 2017 soit plus clair et serein que celui très tourmenté de l'an passé.

● Jacqueline Derens



Jacqueline Derens est l'auteure de *L'Année Mandela* (1990, Editions Messidor, épuisé), *Nous avons combattu l'apartheid* (2006, Éditions Non Lieu), *Dulcie September : une vie pour la liberté* (2013, Éditions Non Lieu), *Les voix des veuves de Marikana* (2015, Éditions Clara Magazine).

Lire le blog de Jacqueline Derens : <https://blogs.mediapart.fr/jacqueline-derens/blog>

Lire aussi le dossier de Gilles Alfonsi, "Mandela et les communistes : une passion africaine", *Cerises* n° 188, 20/09/2013.

Ruptures

Hollande avait promis d'inverser la courbe du chômage. Baisse des cotisations sociales, baisse des impôts, subventions publiques, contrôle des chômeurs... les vieilles recettes sont toujours aussi inefficaces.

Ce n'est pas l'inversion de la hiérarchie des normes qui va permettre au patronat de négocier des droits des salariés au rabais contre le maintien de l'emploi qui va changer la donne.

Et ce qui est en ligne de mire pour les actionnaires et le Medef, c'est la fin du CDI, l'utilisation du numérique version Uber pour développer de nouvelles formes d'exploitation, et poursuivre le processus d'accumulation du capital.

Dans cette France divisée entre ceux qui, de plus en plus nombreux, souffrent au travail et ceux qui souffrent de ne pas en avoir, des militants et des candidats à l'élection présidentielle avancent l'idée d'un revenu universel versé à tous les citoyens sans condition et tout au long de leur vie. Ce revenu universel interviendrait en complément ou en remplacement du salaire.

Pour les uns, il s'agit de partager la richesse dans une nouvelle société robotisée où il n'y aurait plus suffisamment de travail pour tout le monde. Pour les autres, il s'agit de repenser la place du travail dans la société et en finir avec sa centralité.

Carlos Gohn peut dormir sur ses deux oreilles et continuer à s'offrir une prime de Noël à 6 millions d'euros. Le financement du revenu universel reposerait pour l'essentiel sur une fusion des aides sociales existantes,

voir sur une réforme fiscale. Les employeurs peuvent continuer à sélectionner leurs employés, les chômeurs pourront bénéficier du revenu universel, le cadre reste le même, celui du marché du travail et de l'exploitation exacerbée des travailleurs, de la division entre les fonctionnaires bénéficiant du salaire à vie et les salariés du privé soumis à la pression du licenciement.

Alors que voulons nous ? Tout ! Une société où chaque citoyen est reconnu dans son rôle de producteur économique, où les collectifs de travailleurs prennent en charge les choix de production et l'organisation du travail comme cela se fait déjà dans les SCOP, y compris dans de grandes entreprises comme ACOME (production de câbles, fils et tubes de synthèse, pour les réseaux de télécommunication, 1 500 salariés). Une société où on change radicalement les règles de financement des investissements pour ne plus laisser les banquiers décider à notre place de la valeur économique de notre travail.

Ce n'est pas pour demain ? D'accord, mais c'est notre visée et nous devons l'affirmer. Dissocier nos revendications immédiates et notre visée de dépassement du capitalisme est un piège. Penser que nous pourrions imposer le plein emploi dans le cadre du système est une impasse.

Il n'y a pas d'infini ou de toujours déjà là. Il y a la surprise des ruptures et la certitude que tout va basculer à un moment ou à un autre. Pour préparer les ruptures, affirmons notre visée.

● Sylvie Larue



P comme Parti (question toujours posée)

Aujourd'hui, c'est un pont-aux-ânes que de parler de la désaffection des Français envers les partis. Le phénomène touche autant les partis qui combattent le système (notion sur laquelle il faudra revenir) que ceux qui le défendent. Et il n'est pas circonscrit à la France. Un peu partout, les progressistes sont orphelins de leurs organisations anciennes et à la recherche, comme aurait dit Rimbaud, « *du lieu et de la formule* ».

Sans doute, cette désaffection est-elle la rançon de l'insuccès. Fidel Castro disait qu'un révolutionnaire doit faire la révolution. Dès lors qu'il ne la fait pas, en s'installant dans l'opposition, il est menacé de se perdre... C'est la critique que Pasolini adressait au PCI. Au moment même où celui-ci connaissait ses plus grands succès électoraux, Pasolini pensait qu'il renonçait à la révolution et abandonnait les jeunes prolétaires, ce qui allait nourrir la vague de terrorisme qu'a connue l'Italie.

Beaucoup évidemment se sont interrogés sur ce qui dans la "forme parti" a pu conduire finalement à cette impasse (tant à l'Ouest qu'à l'Est). Cette réflexion est légitime et la question est toujours posée, tant pour ceux qui sont toujours "au parti" que pour ceux qui l'ont quitté.

On a vu comment dans le *Manifeste*, qui s'intitule d'ailleurs *Manifeste du parti communiste*, celui-ci était conçu non comme une structure séparée, mais, à la fois, comme « *l'organisation du prolétariat en classe, et donc en parti* » et comme la « *fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays* ». Ces deux formulations sont évidemment contradictoires ; elles expriment une contradiction bien réelle censée se résoudre dans la pratique politique par la capacité de la "fraction" à conquérir l'hégémonie et à s'ériger en "classe".

C'est ce qu'ont essayé de faire l'AIT, puis la II^e Internationale, dans une stratégie de conquête du pouvoir par la voie parlementaire. Ce fut aussi l'objectif de la III^e Internationale qui se proposait d'« *en finir avec les partis socialistes de pure propagande et d'enrôlement qui ont fait leur temps* ». Tirant les leçons de l'échec de la social-démocratie, les bolcheviks ont créé des partis de type nouveau, qui subordonnaient

l'activité parlementaire à l'action politique de masse. Dans les circonstances de la guerre et de la Révolution, cela a poussé à concevoir les partis comme des armées. Le III^e Congrès de l'Internationale communiste, en juin 1921, dans ses thèses sur la structure et la méthode des partis communistes les définit comme « *l'armée dirigeante du prolétariat* ».

Le "centralisme démocratique", notion déjà présente dans la social-démocratie allemande, est reprise par Lénine pour tenter d'unifier un parti encore faible et composé de groupes divers. Il doit permettre de conjuguer la liberté de discussion et l'unité d'action dans l'application des décisions majoritaires. On sait comment, par la suite, ce principe a favorisé la dérive autoritaire sous Staline. Sans doute, la suspension, "provisoire", du droit de tendance lors du X^e Congrès du parti bolchevique a-t-elle joué de manière décisive dans cette évolution, en aboutissant en pratique à interdire, puis à criminaliser toute opinion contraire à celles de la direction.

(Au départ, il y a dans cette conception l'idée que la politique a une base scientifique, le "socialisme scientifique", et que la position juste doit prévaloir. Mais il semble bien que la politique reste aussi un art... et si le socialisme est "scientifique", il relève d'une science très expérimentale, qui ne peut se passer du débat et de la contradiction).

Dans un contexte qui n'est plus celui de la lutte armée mais du débat politique public, le fonctionnement des partis devait évidemment évoluer. Mais la conception russe a durablement marqué le mouvement.

Des formules comme "le parti n'est pas un club de discussion" le montrent. (Alors qu'en France, les clubs ont joué un si grand rôle lors de la Révolution...) Bien sûr, parler ne suffit pas. Surtout si on reste entre soi. Mais parler à tous et avec tous, c'est déjà agir, c'est même la seule action qui vaille. À condition d'avoir quelque chose à dire...

Au moment de la première Ligue, dans la *Profession de foi communiste* à laquelle Marx et Engels ont contribué, il était dit que le moyen de l'action était "L'instruction et l'union du prolétariat". Les termes ont pu changer, mais la question demeure. ●●●

**Dans le monde
d'aujourd'hui,
confronté à
la complexité
des questions,
l'élaboration des
idées ne peut pas se
faire en vase clos et
ne peut être le fait
d'un parti seul.**

Dès lors que la lutte politique passe prioritairement par la lutte des idées, il faut que le parti soit producteur d'idées et qu'il fonctionne véritablement comme un "intellectuel collectif".

Nous avons un jour heurté un camarade tout à fait estimable (François Colpin) lors d'une discussion où nous avons affirmé que le parti de la classe ouvrière devait être et apparaître comme le lieu le plus intelligent de la société française. Et que ce n'était pas le cas, la bourgeoisie ayant une longueur d'avance dans ce domaine sur nous. Aujourd'hui, un parti qui se voudrait révolutionnaire devrait fonctionner comme une université populaire ouverte et permanente, où ceux qui enseignent apprennent aussi de ceux qui apprennent, comme le souhaitait Brecht.

Dans le monde d'aujourd'hui, confronté à la complexité des questions, l'élaboration des idées ne peut pas se faire en vase clos et ne peut être le fait d'un parti seul. Les idées d'avant-garde, celles qui sont susceptibles de changer le monde, ne naissent pas isolément dans quelques têtes. Elles font leur chemin dans un mouvement de la société, dans les luttes sociales, écologiques, culturelles, contre le racisme et la guerre, pour l'égalité des genres... La multitude actuelle des associations et mouvements n'est sans doute pas de ce point de vue un handicap mais plutôt une chance. La grande synthèse dont nous avons besoin ne peut naître que d'un dialogue au sein de ce mouvement, pour faire prévaloir le point de vue le plus conforme aux intérêts de l'ensemble du mouvement.

Mais la fonction d'auto-éducation du mouvement populaire, qu'envisageait Marx et après lui notamment Gramsci, (et où ils assignaient aux communistes un rôle essentiel) n'est pas qu'une fonction d'élaboration des idées.

S'il y a quelque chose à retenir, dans cette période anniversaire de la Révolution d'Octobre, c'est que pour changer le monde on ne peut pas renoncer à ce que les cuisinières dirigent les affaires de l'État.

Les idées d'avant-garde, celles qui sont susceptibles de changer le monde, (...) font leur chemin dans un mouvement de la société, dans les luttes sociales, écologiques, culturelles, contre le racisme et la guerre, pour l'égalité des genres...

La grande synthèse dont nous avons besoin ne peut naître que d'un dialogue au sein de ce mouvement, pour faire prévaloir le point de vue le plus conforme aux intérêts de l'ensemble du mouvement.

Le grand apport des partis communistes classiques, c'est qu'ils ont été pour plusieurs générations un formidable outil d'éducation et de promotion de militants issus de la classe ouvrière, de la paysannerie, des couches les plus populaires.

Certes, la conception des "révolutionnaires professionnels" et la primauté donnée à l'organisation ont conduit à créer un certain type de militant suiviste, d'« *intellectuel bureaucratique* », comme le notait Maurice Moissonnier dans le *Dictionnaire critique du Marxisme*¹. Mais il reste que ces partis ont joué un rôle non seulement tribunicien mais aussi de formation d'"intellectuels organiques" capables de tenir tête à ceux de la bourgeoisie.

Si l'on en juge par la composition actuelle des instances dirigeantes du PCF ou de ses élus et si l'on regarde la place des ouvriers, des femmes salariées, des chômeurs, des immigrés, on doit constater que ce n'est plus le cas.

Or, les autres groupes et mouvements qui se situent actuellement dans cet espace politique de la gauche anticapitaliste ne semblent pas en mesure de prendre le relais. Pour jouer ce rôle d'éducation populaire il faut à fois une

théorie, mais aussi une organisation avec des structures de base, type cellules ou autres, qui permettent à tous, et pas seulement à ceux qui ont la parole facile, de jouer un rôle politique actif.

Par-delà les élections, cette question de la représentation politique du prolétariat, tel qu'il est aujourd'hui, est sans doute la question politique de la période à venir.

● Patricia Latour et Francis Combes



1. *Dictionnaire critique du marxisme*, sous la direction de Georges Labica et Gérard Bensussan, Quadrige/ Presses Universitaires de France, 1^{ère} édition 1982, rééd. 1999.

Recherche, savoir pour tous et avec tous

Deux propositions de lecture adressées à *Cerises* autour de la formation et des apprentissages, à l'école et dans le cadre de l'éducation populaire.



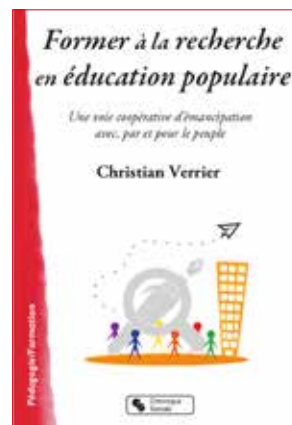
Dans la revue du Réseau École du PCF, *Carnets rouges* sont publiées des « contributions de chercheurs, de militants politiques ou associatifs, de syndicalistes, apportant leurs analyses et leurs propositions sur des questions vives pour que l'éducation prenne toute sa place au coeur des débats de société. Dans l'échange et la contradiction, il s'agit de construire ensemble le projet d'une transformation progressiste de l'école, pour mettre l'éducation

au service de l'émancipation individuelle et collective. Chaque trimestre : un dossier, une interview d'acteurs de la vie politique, sociale ou culturelle et une rubrique "propositions de lectures" ».

Pour les animateurs de la revue l'éducation « occupe une place singulière, éminemment politique, une place décisive car constitutive de tout projet de transformation sociale émancipatrice ».

Thème du dernier numéro : "Chacun pour soi ou des savoirs pour tous : quelle école pour demain?", avec douze contributions et une interview de Sia Anagnostopoulou, ministre grecque de l'éducation.

Ce numéro 8 est disponible en ligne sur le site reseau-ecole.pcf.fr au prix de 5 €. Abonnement : 20 € pour 4 numéros.



Permettre une recherche en sciences humaines dans le cadre de l'éducation populaire, c'est ce qu'a expérimenté une association bruxelloise au cours d'une « formation de dix journées visant à terme la création d'un laboratoire coopératif indépendant pratiquant des recherches utiles aux mouvements sociaux émancipateurs qui choisiraient de s'en emparer ».

L'ouvrage se présente comme un « journal réflexif au jour le jour d'un nouveau type de formation, mais également comme une somme de références relatives à la recherche, à la formation des adultes et à l'éducation populaire. »

L'auteur, Christian Verrier, a été conducteur de train puis maître de conférences. Il a dirigé le département des sciences de l'éducation de l'Université de Paris 8 Saint-Denis. Il est cofondateur de l'Université coopérative de Paris (UCP) et militant de l'éducation populaire.

Former à la recherche en éducation populaire – Une voie coopérative d'émancipation avec, par et pour le peuple. Éditions Chroniques sociales, 2016, 20 p., 15 €

cerises
ROUGE, AIGRE-DOUX

POUR ABONNER VOS PROCHES
c'est gratuit, c'est simple et c'est ici :

<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

Clin d'oeil de l'Histoire

● **Miettes.** Si vous ne le savez pas, la primaire du Parti socialiste est prévue les 22 et 29 janvier. Rendez-vous, donc, pour un nouveau moment fort de division et de rassemblement ! Division, car les projets d'un Manuel Valls ou d'un Vincent Peillon sont tout de même très éloignés de ceux de Arnaud Montebourg et Benoît Hamon. Rassemblement parce qu'à l'issue du second tour, sauf énorme surprise, ils soutiendront tous le gagnant. Chacun est prévenu en effet que tous travaillent en réalité en vue de l'après défaite d'avril et juin prochains, avec cette question qui va nous tenir en haleine tout le semestre : qui ramassera les miettes du parti moribond ?

● **Tous à San Francisco ?** Voici quelques extraits de la résolution adoptée par le Conseil des autorités de surveillance de San Francisco après l'élection de Donald Trump : « *quelles que soient les menaces proférées par le président élu Trump, San Francisco demeurera une Ville Sanctuaire. Nous ne tournerons pas le dos aux hommes et aux femmes originaires d'autres pays qui participent à la grandeur de la ville et qui représentent plus d'un tiers de la population. Il y a ici le Golden Gate : nous construisons des ponts, pas des murs (...)* ; *le changement climatique n'est pas un canular ou un complot des Chinois. Dans cette ville entourée d'eau sur trois côtés, la science est importante. Et nous continuerons notre travail sur l'Énergie propre, le Zéro déchet, ainsi que tout ce que nous faisons pour protéger les générations futures (...)* ; *nous sommes le lieu de naissance des Nations Unies, une ville rendue plus forte par les milliers de visiteurs internationaux que*

nous accueillons chaque jour. Nous resterons engagés pour l'internationalisme ainsi que pour nos amis et alliés du monde entier – que cela soit ou ne soit pas le cas de l'administration à Washington ». Le texte intégral est [ici](#)

● **Maltraitance criminelle.** Un juge fédéral américain vient d'ordonner à l'Administration pénitentiaire de Pennsylvanie d'accorder immédiatement à Mumia Abu-Jamal un traitement contre l'hépatite C, soulignant que « *les contraintes budgétaires ne peuvent pas l'emporter sur la garantie constitutionnelle de soins médicaux adéquats* ». La défense du vieux prisonnier a souligné que 6 000 personnes incarcérées souffrant de la même maladie ne sont pas soignées, dans cet État. Le combat pour la libération de Mumia se poursuit. + d'infos [ici](#)

● **Coups de fouets.** On n'arrête pas le progrès en Arabie Saoudite. 49 travailleurs étrangers ont été condamnés à la flagellation et à des peines de prison suite à une mobilisation dénonçant le non-versement de leurs salaires par leur employeur Binladin Group. Les peines les plus lourdes seraient de 4 mois de prison et 300 coups de fouet pour « *dégradation de biens publics et incitation à des troubles* ». Le non-paiement des salaires, depuis plusieurs mois, est lié, selon les entreprises du bâtiment concernées, à l'effondrement des recettes pétrolières du gouvernement saoudien. Pour mémoire, Binladin Group est une entreprise familiale fondée en 1931 par le père de l'ancien chef d'Al-Qaïda, Oussama ben Laden.

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

